

Amnesty International accuse le régime syrien ,mais Amnesty est financé par des organismes US et British



L'Etat syrien et ses milices alliées sont responsables de dizaines de milliers de disparitions depuis 2011, écrit, aujourd'hui, Amnesty International qui dénonce un crime contre l'humanité commis par le régime légal syrien.

Le rapport de l'association de "défense des droits de l'homme" s'appuie sur les témoignages de proches de disparus qui ont dû payer des intermédiaires pour avoir des informations sur leur sort

Trouver les informations sur le financement d'Amnesty International sur leur site internet n'est pas facile : de manière spécifique et pour prouver que cette organisation est "indépendante", Amnesty sépare les liens financiers à travers toute une série d'organisations boucliers. Le site d'Amnesty écrit : "Le travail du secrétariat d'Amnesty International est organisé en deux entités légales en accord avec la loi britannique. Celles-ci sont Amnesty International Limited (AIL) et Amnesty International Charity Limited (AICL). Amnesty International Limited s'occupe d'activités charitables pour Amnesty International Charity Limited, une association enregistrée comme charitable."

C'est à Amnesty International Limited, que sont mis les liens avec les gouvernements et les intérêts industrio-financiers. A la page 11 du rapport et déclaration financière pour 2011 d'Amnesty International Limited ([2011 Report and Financial Statement \(.pdf\)](#)), "Les directeurs sont heureux de faire savoir le soutien accordé par la *John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, la Oak Foundation, l'Open Society Georgia Foundation, the Vanguard Charitable Endowment Programme, Mauro Tunes and American Jewish World Service*. Le département britannique pour le développement international (Governance and Transparency Fund) a continué de financer un projet éducatif sur les droits de l'Homme de quatre ans en Afrique. La commission Européenne (EuropeAid) nous a généreusement récompensé d'un fond sur plusieurs années pour un travail éducatif sur les droits de l'Homme en Europe pour Amnesty International."

Amnesty reçoit de l'argent à la fois des gouvernements et d'intérêts industrio-financiers, dont un des plus connu, l'Open Society, est dirigée George Soros. En Mars 2012, Bloomberg TV annonce que: "Soros a perdu son procès pour délit d'initié en France", et un appel basé sur une "violation des droits de l'Homme" contre le spéculateur de Wall Street George Soros, a été rejeté par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH).

George Soros, dont l'Open Society finance également "Human Rights Watch" et une myriade d'autres associations pour les "droits de l'Homme" .

sources : Amnesty International, Le Figaro, bdc.aege.fr , resistance71 blog